



Independent observer
of the Global Fund

Un nouveau rapport de l'ONUSIDA montre que le financement intégral de la riposte au VIH permettra à l'Afrique de se remettre sur les rails en termes de progrès sur le plan sanitaire, social et économique.

Le 12 avril, le Programme commun des Nations unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA) a publié un nouveau rapport montrant que le financement intégral de la lutte contre le VIH aurait des retombées positives importantes dans d'autres domaines. La recherche et l'analyse menées par Economist Impact dans 13 pays africains démontrent que le financement intégral de la riposte au VIH permettra de sauver des millions de vies et de réaliser des gains considérables sur le plan sanitaire, social et économique. Le rapport, intitulé « [Triple dividende : les atouts sanitaires, sociaux et économiques du financement de la riposte au VIH en Afrique](#) » [peut être consulté ici](#).

Les rapports révèlent que non seulement le nombre de nouvelles infections à VIH diminuerait de 40 à 90 %, selon les pays, mais l'investissement dans la lutte contre l'épidémie de VIH améliorerait également les résultats scolaires, en particulier chez les jeunes femmes et les filles, réduirait les inégalités entre les hommes et les femmes et stimulerait la croissance économique.

“Ce rapport intervient à un moment crucial, avec des preuves qui devraient servir de catalyseur pour les décisions politiques visant à assurer le financement intégral de la riposte au VIH, lesquelles auront des retombées positives importantes sur le plan social et économique et constituera pour les pays africains un pas vers la mise en place de systèmes de santé plus résilients et mieux préparés à faire face aux futures pandémies.”

Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA

Si les objectifs de financement intégral de la riposte au VIH étaient atteints en Afrique du Sud par exemple, les filles âgées de 15 à 19 ans contribueraient pour près de 15 % à la réduction des nouvelles infections à VIH d'ici 2030, alors qu'elles représentent moins de 5 % de la population totale. En outre, des investissements accrus dans la lutte contre le VIH aujourd'hui produiraient des gains économiques plus importants et durables d'ici 2030 et permettraient de dégager des ressources qui se font rares pour répondre à d'autres priorités essentielles en matière de santé. Le rapport estime que le PIB de l'Afrique du Sud pourrait augmenter de 2,8 % et celui du Kenya de 1,1 % d'ici 2030 en cas de réalisation des objectifs de financement de la riposte au VIH.

“Le gouvernement des États-Unis est fier de se joindre à d'autres États membres des Nations Unies pour l'adoption de nouveaux engagements audacieux en matière de financement de la lutte contre le sida d'ici 2025. Mettre fin à la pandémie de sida en tant que menace pour la santé publique exige un leadership fort sur le plan politique, programmatique et financier. Les secteurs gouvernementaux, et notamment les ministères des Finances, jouent un rôle clé dans l'augmentation du financement national afin d'assurer l'accès équitable des populations vulnérables aux services de prévention, de traitement dont elles ont besoin”.

Ambassadeur Dr John N. Nkengasong, Coordonnateur de la lutte mondiale contre le sida et Représentant des États-Unis pour la diplomatie en matière de santé mondiale.

Le rapport démontre que l'absence de mobilisation des fonds nécessaires pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 entraînerait des coûts considérables sur le plan sanitaire, social et économique.

Pour évaluer ces coûts, Economist Impact, avec le soutien de l'ONUSIDA, ont analysé des scénarios dans lesquels 100 % des ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs de la [Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le SIDA](#) étaient comparés à un scénario de financement ordinaire avec le maintien du financement du VIH et des niveaux de service actuels. L'étude a révélé que l'amélioration des résultats sanitaires qui en résulterait augmenterait également les gains en matière d'éducation, et ces gains combinés, aboutiraient à une augmentation de la productivité des générations actuelles et futures, contribuant ainsi à produire des avantages économiques plus importants.

« Les pays d'Afrique sont confrontés à des défis importants en ce qui concerne la mobilisation des ressources nécessaires pour augmenter le financement national de la riposte au VIH », a déclaré Rob Cook, directeur du programme clinique chez Economist Impact. « Les décideurs politiques devront réfléchir de manière innovante de la manière dont ils peuvent utiliser plus efficacement les financements existants. Le recours aux réseaux communautaires existants pourrait jouer un rôle clé à la fois dans la mobilisation des ressources supplémentaires pour la riposte et la garantie de son caractère équitable et de sa capacité à atteindre ceux qui en ont le plus besoin.

Les crises mondiales récentes, notamment la COVID-19 et la guerre en Ukraine, ont entravé les efforts de lutte contre l'épidémie de VIH et exercé une forte pression sur le financement de la santé et d'autres objectifs de développement durable. Les jeunes femmes, les enfants et les autres populations vulnérables en paieront le plus lourd tribut au fur et à mesure que les inégalités sanitaires et socio-économiques préexistantes s'accroîtront. Les défis budgétaires importants auxquels sont confrontés les pays africains ont limité leur capacité à augmenter le financement national de la riposte au VIH et limité les budgets globaux consacrés à la santé. Les recherches d'Economist Impact soulignent la nécessité de mettre en place des politiques visant à la fois à générer de nouvelles sources de revenus et à maximiser l'utilisation des fonds et ressources existants.

L'ONUSIDA estime que les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire auront besoin d'investissements à hauteur de 29 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs d'élimination du sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Les niveaux de financement de 2020 ont chuté de près de 30 % en dessous des objectifs, ce qui rend les besoins en ressources plus difficiles à atteindre et les prochains objectifs encore plus inaccessibles. Selon les prévisions de L'ONUSIDA, plus de 7 millions de décès liés au sida se produiront d'ici 2030, mais la moitié de ceux-ci peuvent être évités si la riposte au VIH est entièrement financée et si les politiques sont orientées de manière adéquate.

Les objectifs mondiaux pour 2025 comprennent la réduction des nouvelles infections à VIH à moins de 370 000 (contre 1,5 million en 2021), la réduction des infections à VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes à moins de 50 000 et la réduction du nombre de personnes mourant de maladies liées au sida à moins de 250 000 (contre 650 000 en 2021).

[Read More](#)
